

# ENTRE SHEIN ET LES TERRITOIRES, DEUX VISIONS DE LA MODE S'AFFRONTENT

**À l'heure où l'ultra fast fashion s'étend dans les centres-villes**, des réseaux d'ateliers, d'artisans et d'acteurs de l'économie circulaire s'organisent pour construire une autre économie de la mode, plus coopérative et ancrée dans les territoires.

Au moment où la Fashion Week s'achève à Paris et où les élections municipales débutent, quelle place voulons-nous donner à la mode dans nos centres villes et nos territoires ?

**Le 5 novembre 2025, l'ouverture d'une boutique Shein au BHV déclenche une mobilisation immédiate.** Pendant quelques jours, Shein devient le symbole de tout ce que la mode ne devrait plus être.

**La pétition « Paris mérite mieux que Shein », lancée par le collectif indépendant Une autre mode est possible**, vise à défendre la mode engagée, le savoir-faire français et l'indépendance économique face aux géants de l'ultra fast fashion, et a déjà rassemblé plus de **140 000 signataires**.

**Mais très vite, le débat se referme.** Comme souvent, la responsabilité du consommateur est placée au centre du discours, au détriment des enjeux structurels.

**L'affaire Shein révèle les effets de plusieurs décennies de politiques économiques ayant privilégié la rentabilité financière à court terme, au prix d'un affaiblissement continu de notre réseau d'artisanat et de production locale.**

Trois mois plus tard, que reste-t-il de cette mobilisation ?

Pendant que le débat se refermait, cinq autres boutiques Shein ouvraient en province : Limoges, Angers, Dijon, Grenoble et Reims. L'expansion de l'ultra fast fashion ne concerne donc plus seulement les grandes métropoles : elle s'installe progressivement dans les centres-villes des territoires.

La majorité des vêtements vendus en France est aujourd'hui produite hors d'Europe. Les ateliers, artisans et petites manufactures restent largement invisibles dans le débat public.

**Le contraste est frappant :** un vêtement produit à bas coût à l'autre bout du monde génère surtout des emplois de vente ou de logistique. Un vêtement fabriqué ici mobilise des emplois du faire : couture, coupe, broderie, réparation, transformation et réemploi.

À cela s'ajoute une réalité rarement assumée : chaque vêtement mis sur le marché devient tôt ou tard un déchet. Les textiles à bas prix saturent déjà les structures de tri et de réemploi.

Nos centres-villes reflètent ces choix économiques. Les enseignes multinationales occupent l'espace tandis que les ateliers et lieux de transmission peinent à accéder à des loyers compatibles avec leur activité.

**Face à cette situation, plusieurs leviers d'action existent :**

soutenir directement les ateliers, TPE artisanales, petites manufactures et structures de réemploi par un fonds d'urgence dédié ; instaurer une TVA verte sur la fabrication locale, la réparation et les métiers d'art ; réserver une part des commandes publiques aux acteurs de l'économie sociale et solidaire ; garantir un accès équitable au foncier en centre-ville grâce à des baux solidaires et des loyers mutualisables ; réserver des espaces de visibilité publique aux artisans et petites structures.

Il s'agit aussi de réguler les dérives du modèle de surproduction : taxer les matières synthétiques polluantes, encadrer les pratiques marketing agressives et associer directement les acteurs de terrain aux décisions publiques concernant la mode.

**Enfin, reconnaître pleinement la valeur de ces écosystèmes : l'innovation immatérielle, le lien social et la transmission des savoir-faire sont aussi des richesses économiques.**

ANIMER est une union de collectifs indépendants et citoyens qui agit sur les territoires pour rééquilibrer un débat public qui laisse trop souvent de côté celles et ceux qui font réellement la mode.

Pas un lobby de plus. Une réalité déjà à l'œuvre.  
Elle insère.  
Elle forme.  
Elle transmet.  
Elle mérite de faire société.  
Elle mérite d'être reconnue, soutenue et protégée.

**Arielle Lévy, Fondatrice du collectif UAMEP**  
**Un Autre Mode Est Possible**